

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11 - 14 février 2002

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2002/8/4
8 janvier 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— INDONÉSIE 10069.0

**Aide en faveur des personnes
déplacées à l'intérieur de leur propre
pays et des pauvres en milieu urbain**

Nombre de bénéficiaires	2,1 millions (dont 55 pour cent de femmes)
PDI/rapatriés:	300 000
OPSM:	1 500 000
Enfants et mères:	300 000
Durée du projet	18 mois (à partir de juillet 2002)

Coût (dollars E.-U.)	
Coût total du projet	65 546 172
Coût total pour le PAM	60 546 172
Coût total des produits alimentaires	37 056 180

En septembre 2001, 1 dollar des États-Unis équivalait à 9 500 roupies.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour l'Asie (ODB): M. J. Powell

Attaché de liaison principal, ODB: M. K. Sato

tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

En moins de deux ans, à compter de la sécheresse provoquée par El Niño en 1997, l'Indonésie a connu une grave détérioration de sa situation sociale, économique et politique. Les crises et les troubles civils qui ont suivi ont provoqué le déplacement de plus de 1,3 million de personnes, des pertes de vies humaines et d'énormes souffrances.

La lenteur de la reprise économique, un taux de chômage important et le coût élevé des produits alimentaires et non alimentaires ont gravement compromis la sécurité alimentaire, en particulier parmi les citoyens pauvres. En pouvoir d'achat, le salaire moyen réel des ouvriers non qualifiés des villes a diminué de moitié depuis la crise. Des enquêtes récentes menées dans les quartiers les plus pauvres de quatre villes de Java indiquent que les pauvres consacrent plus de 75 pour cent de leur salaire à l'achat de produits alimentaires mais qu'ils ne consomment que 70 à 75 pour cent de l'apport journalier minimal requis. La moitié des enfants de moins de 5 ans présente des retards de croissance et 30 pour cent une insuffisance pondérale. Dans ces régions, les carences en micronutriments touchent les femmes enceintes et plus de la moitié des jeunes enfants. La plupart des programmes de protection sociale lancés par le Gouvernement indonésien en 1998 ne couvre pas les résidents illégaux des quartiers les plus pauvres des villes.

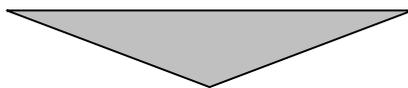
L'aide actuellement dispensée par le PAM sert de complément aux initiatives du gouvernement et joue un rôle crucial pour améliorer l'accès à la nourriture, combler les déficits vivriers urgents des habitants des quartiers pauvres et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et améliorer la sécurité alimentaire et la stabilité. La nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) sera essentielle pour pouvoir continuer à fournir une aide alimentaire à 2,1 millions de personnes. Les activités, comme l'opération de marché à but social (OPSM-PAM), le programme de nutrition, l'assistance aux PDI, les initiatives de plaidoyer en cours et le dialogue sur les politiques de sécurité alimentaire, seront poursuivies. Des efforts supplémentaires seront consentis pour renforcer les capacités du gouvernement dans les domaines de la prévention des situations d'urgence et de la planification préalable.

Le PAM collaborera avec l'UNICEF pour développer le programme de nutrition dans 40 districts. Compte tenu des faibles capacités et des limites opérationnelles du gouvernement, les ONG seront chargées de l'identification des bénéficiaires et auront la pleine responsabilité des ressources du projet, de leur distribution et de l'établissement des rapports. Le PAM continuera de fournir un appui essentiel aux ONG dans l'exécution et le suivi du projet.

L'IPSR est l'aboutissement de consultations approfondies entre le gouvernement, les donateurs, l'UNICEF et le PAM. Les donateurs de produits alimentaires ont annoncé qu'ils continueront de soutenir les programmes du PAM. Le gouvernement confirme les engagements pris pour assumer sa part des coûts du projet et d'autres dépenses d'appui et reconnaît l'importance de l'assistance apportée par le PAM au programme de redressement.



Projet de décision



Le Conseil approuve l'IPSR Indonésie 10069.0—Aide en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des pauvres en milieu urbain (WFP/EB.1/2002/8/4).



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. En moins de deux ans, à compter de la sécheresse provoquée par El Niño en 1997, l'Indonésie a connu une grave détérioration de sa situation sociale, économique et politique. La violence politique à Aceh et les graves conflits ethniques à Kalimantan, Sulawesi et dans les Moluques ont déraciné des centaines de milliers de personnes. Quelque 120 000 personnes, qui avaient quitté le Timor oriental à la suite du scrutin de 1999 sur l'indépendance du territoire, se trouvent encore au Timor occidental indonésien. Ces crises ont causé beaucoup de souffrances, d'émeutes dues à des pénuries alimentaires et la mort de nombreuses personnes.
2. La sécurité alimentaire, en particulier dans les quartiers pauvres des villes, est compromise par la lenteur de la reprise de l'économie, par un taux de chômage important et par le coût élevé des produits alimentaires et non alimentaires. Les programmes de protection sociale lancés par le Gouvernement indonésien en 1998, pour répondre aux besoins des pauvres, ne couvrent pas les résidents illégaux des quartiers les plus pauvres des villes. Le gouvernement a accéléré la décentralisation et la répartition des recettes fiscales pour permettre aux provinces de prendre leurs propres décisions concernant le développement et l'utilisation des ressources. De nouvelles lois ont accru l'autonomie de certaines des provinces connaissant des troubles, mais celles-ci ne pourront probablement pas assumer pleinement leurs responsabilités au cours des deux prochaines années.
3. L'aide fournie par le PAM dans le cadre de l'opération d'urgence en cours 6006.00 et de l'IPSR 6195.00 sert de complément aux initiatives gouvernementales et joue un rôle essentiel pour améliorer l'accès aux produits alimentaires. En satisfaisant les besoins alimentaires urgents, le PAM aide à contenir la crise politique et humanitaire et à améliorer la sécurité alimentaire et la stabilité. En raison des difficultés économiques prolongées et des graves problèmes sociaux que connaît l'Indonésie, une nouvelle IPSR est proposée pour apporter une aide aux populations exposées à l'insécurité alimentaire qui n'ont pas accès à d'autres filets de sécurité et pour renforcer les capacités du gouvernement dans les domaines de la planification préalable et de l'intervention en cas d'urgence.

Analyse de la situation

4. La violence politique, religieuse, sociale et ethnique continue de faire de nombreuses victimes et a provoqué le déplacement de plus de 1,3 million de personnes. Ces conflits ont leur origine dans la réinstallation mal planifiée des "transmigrants" dans les années 70 et 80 et ne seront probablement pas résolus dans un avenir proche. Dans les régions qui connaissent des troubles politiques comme les Moluques, Aceh, Sulawesi, Kalimantan et Irian Jaya, le moindre incident peut mettre le feu aux poudres. Il n'est pas toujours possible de prévoir où éclateront des conflits politiques: d'autres parties de l'archipel peuvent s'embraser et connaître des déplacements de populations de grande envergure.
5. Les catastrophes naturelles, comme les inondations, la sécheresse et les tremblements de terre, sont choses courantes et aggravent les déplacements internes et l'insécurité alimentaire. La sécheresse provoquée par El Niño, qui a sérieusement touché plus de 20 millions de personnes en 1997-1998 (chiffres du PAM) a tendance à se reproduire tous les trois à cinq ans. Certains signes font présager une sécheresse en 2002, ce qui perturberait les approvisionnements alimentaires et les moyens de subsistance dans les



régions moins fertiles de l'Indonésie orientale. Une diminution de la production agricole toucherait également les zones urbaines car les prix des denrées de base augmenteraient.

6. Si l'économie de l'Indonésie montre des signes hésitants de reprise, la croissance reste inégale. Le taux de change avec le dollar des États-Unis est instable, passant de 7 000 roupies en août 2000 à 12 000 roupies en mai 2001 et de nouveau à 9 500 roupies en septembre 2001. Au taux de change actuel, le produit intérieur brut (PIB) par personne est estimé à 580 dollars E.-U.; près de la moitié de la population gagne moins de 350 dollars. Dans les provinces où sévissent les conflits, la croissance est négative. Compte tenu de la faiblesse des investissements productifs et du manque de confiance des investisseurs, les perspectives à moyen terme sont incertaines: on espérait que le redressement de l'économie aurait ramené les salaires aux niveaux d'avant la crise d'ici à 2005, mais cette projection a été repoussée à 2008.
7. La dette du gouvernement et du secteur privé, évaluée en septembre 2001 à 140 milliards de dollars, dépasse 140 pour cent du PIB. Les ressources nécessaires pour assurer le service de la dette du gouvernement pour 2001 sont estimées à 132 000 milliards de roupies, soit 13,7 milliards de dollars ou 62 pour cent du budget annuel de fonctionnement. Selon les projections, les paiements de la dette extérieure s'élèveront à eux seuls à 10,9 milliards de dollars en 2002 et à 9,4 milliards de dollars en 2003. À défaut d'une réduction significative du service de la dette et du remboursement du principal, le déficit du budget de l'État dépassera, en 2002, 3,7 pour cent du PIB de 2001. Les pressions exercées pour essayer de contenir le déficit ont entraîné des retards dans la publication du budget pour le développement et des réductions de coûts qui touchent les initiatives du gouvernement central et des gouvernements locaux.
8. Au cours des crises récentes, l'incidence de la pauvreté est passée de 12 pour cent en 1997-1998 à 18 pour cent en 1998-1999. Selon les plus récentes estimations du gouvernement, le nombre de personnes classées comme pauvres ou dont le régime alimentaire est inférieur au seuil minimal, se chiffre à 25,1 millions dans les zones rurales et à 12,4 millions dans les zones urbaines, soit environ 17,8 pour cent de la population totale de 210 millions d'habitants. La Banque mondiale signale que, outre les habitants classés comme pauvres, près d'un tiers des Indonésiens risquent de tomber dans la misère une année sur trois. Le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire est donc beaucoup plus élevé que celui des personnes classées comme pauvres à n'importe quel moment. Si l'on tient compte de toutes les situations de pauvreté —chroniques et provisoires— près de 40 pour cent de la population doit être considérée comme périodiquement vulnérable. L'Indonésie est classée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).
9. Actuellement, deux tiers des pauvres vivent en milieu rural mais, vu le taux rapide d'urbanisation, d'ici à 2010 plus de la moitié des pauvres vivront dans les villes où la crise économique sévit plus durement, le taux de chômage ayant grimpé brutalement. Nombre d'habitants des quartiers pauvres dépendent d'emplois salariés dans l'industrie de transformation et la construction, deux secteurs encore en récession. En pouvoir d'achat, le salaire moyen réel des ouvriers non spécialisés ne représente que 50 à 60 pour cent du niveau d'avant la crise. Il ressort des enquêtes menées récemment par le Bureau central de la statistique (BPS) et le PAM dans les quartiers les plus pauvres de quatre villes de Java que les pauvres consacrent plus de 75 pour cent de leur revenu à l'achat de denrées alimentaires, mais ne consomment que 70 à 75 pour cent de l'apport journalier minimal requis, qui est de 2 100 kilocalories. Le régime alimentaire des pauvres en milieu urbain, à base de riz, est insuffisant en énergie, très déséquilibré et manque des micronutriments essentiels.



10. Depuis des décennies, la plupart des citoyens pauvres occupent illégalement des logements dans les quartiers les plus défavorisés. Leurs conditions de vie sont sordides, d'autant que la plupart des logements manquent d'espace, de ventilation, de lumière ou sont dépourvus de toilettes. Le chômage a accru les tensions sociales et la prostitution des femmes. Quelque 5 à 7 pour cent des personnes qui vivent dans les zones les plus pauvres sont des femmes chefs de famille. Ces femmes, qui manquent de liens familiaux solides et ne bénéficient pas du soutien que les familles apportent en milieu rural, ont du mal à s'acquitter de leur double rôle de soutien de famille et de dispensatrice de soins. La plupart de ces ménages sont très exposés à l'insécurité alimentaire.
11. La crise économique continue d'avoir un impact négatif sur la nutrition et sur la santé. Les femmes et les enfants, qui ont des besoins particuliers en éducation sanitaire, sont particulièrement vulnérables. Le manque d'accès à des aliments assez nutritifs et une éducation nutritionnelle inadéquate, surtout parmi les mères, sont les deux principaux facteurs contribuant à la malnutrition. Selon l'UNICEF, 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent des retards de croissance et 30 pour cent des insuffisances pondérales; la moyenne pour l'Asie est de 13 pour cent (indicateurs du développement mondial 2000). Les carences en micronutriments comme le fer et la vitamine A touchent 50 pour cent des jeunes enfants et sont répandues parmi les femmes enceintes. La mortalité infantile est de 71 pour cent par 1 000 naissances vivantes; la mortalité maternelle est de 399 par 100 000 naissances vivantes. Ces deux taux sont élevés. En 2000, un rapport de *Helen Keller International* signalait que les effets négatifs de la crise sur la nutrition continuaient d'être plus marqués dans les zones urbaines.
12. Selon les projections du gouvernement, la production nationale de paddy en 2001 se chiffre à 51 millions de tonnes, les besoins étant de 53 millions de tonnes. Ce déficit devra être comblé soit par des importations commerciales soit par l'aide alimentaire. Les céréales fournissent presque deux tiers de l'apport calorique journalier; le riz est l'aliment de base, suivi par le maïs.

Politiques et programmes publics de relance

13. Le Gouvernement indonésien met actuellement en place les réformes du Fonds monétaire international (FMI) pour redonner confiance aux investisseurs et pour soutenir la relance.
14. En 1999, le gouvernement a adopté la loi 22/1999 dans le but de décentraliser les responsabilités au profit des autorités provinciales et des municipalités, en améliorant "la démocratie, la participation communautaire, la distribution équitable et la justice et prenant en considération le potentiel et la diversité des régions". Cette redistribution des pouvoirs a donné lieu à un certain nombre de problèmes, notamment l'insuffisance des ressources transférées et la lenteur de la prise de décisions. Il est peu probable que les administrations locales soient en mesure d'assumer intégralement leurs responsabilités au cours des deux prochaines années.
15. En 1998, plusieurs programmes de protection sociale importants ont été lancés dans la plupart des régions du pays pour fournir un soutien direct aux revenus des pauvres, notamment la vente subventionnée de riz dans le cadre de l'*Operasi Pasar Khusus* ou opération spéciale de marché (OPK); des bourses d'études; et l'accès gratuit aux soins pour les personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté, établi à 10 dollars par personne et par mois. En 2001, le gouvernement a alloué 300 millions de dollars pour l'OPK et prévoit d'affecter 400 millions supplémentaires en 2002. Au titre de cette opération 7 millions de ménages reçoivent actuellement 20 kilogrammes de riz par mois à environ la moitié du prix du marché; il est prévu qu'elle couvre 9,7 millions de ménages en 2002.



Malheureusement, l'opération est mal ciblée et ne tient pas compte des squatteurs des quartiers les plus pauvres, qui ne sont pas inscrits auprès des administrations locales. Les programmes de protection sociale comme l'OPK devraient intégrer les bénéficiaires du PAM d'ici deux ou trois ans, une fois que l'économie sera stabilisée et que l'on aura trouvé un mécanisme adapté pour prendre en charge les squatteurs illégaux. Le Bureau national de logistique (BULOG) est responsable de l'entreposage, du transport et de la distribution du riz de l'OPK.

16. Au cours de 2001, le gouvernement a alloué 70 millions de dollars —en vivres et en espèces— à 1,3 million de PDI et de réfugiés. L'aide comprend 400 grammes de riz et 1 500 roupies par personne et par jour à titre de complément de revenu. En 2002, le gouvernement prévoit de porter cette somme à 2 500 roupies. Toutefois, les personnes déplacées ne reçoivent pas tous cette allocation parce que les fonds ne sont pas toujours disponibles en raison de contraintes institutionnelles et de gestion. C'est pourquoi le PAM a commencé à aider quelque 300 000 personnes déplacées qui n'étaient pas couvertes par l'assistance du gouvernement.
17. Jusqu'à récemment, la politique de sécurité alimentaire du gouvernement reposait sur la promotion de la production nationale de riz pour atteindre l'autosuffisance. Les prix étaient fixes et le gouvernement intervenait dans les marchés, mais cette politique a été abandonnée en 1999. Le gouvernement s'en remet maintenant aux mécanismes du marché pour établir les prix des produits alimentaires. Toutefois, une taxe à l'importation de 30 pour cent a été introduite pour protéger les producteurs de riz indonésiens des importations bon marché.

Justification

18. En 1996, après 33 ans de partenariat, le PAM a mis fin à son programme ordinaire en Indonésie. Toutefois, en mai 1998, à la demande du gouvernement, le Programme a rouvert son bureau pour faire face à la précarité alimentaire due à la sécheresse provoquée par El Niño, dans le cadre de l'opération d'urgence 6006.00. Lorsque la situation alimentaire dans les zones rurales s'est améliorée et que le gouvernement a établi des programmes de soutien, le PAM a réorienté son aide vers les citadins pauvres touchés par la crise économique et vers les victimes du conflit civil. L'opération d'urgence en cours se terminera en décembre 2001 et l'IPSR 6195.00 en juin 2002. L'assistance fournie par le PAM dans le cadre de ces deux opérations se chiffre à 218,3 millions de dollars. Les activités dans le cadre de l'IPSR 6195.00 —comme l'OPSM-PAM, le programme de nutrition, l'assistance aux personnes déplacées et aux réfugiés, les activités de plaidoyer et le dialogue sur les politiques de sécurité alimentaire— se poursuivront dans le cadre de la nouvelle phase. Le programme OPSM-PAM à Semarang et Bandung sera repris par le gouvernement en 2002. Des efforts supplémentaires seront consentis pour renforcer les capacités du gouvernement dans les domaines de planification préalable et d'intervention en cas d'urgence et pour créer des actifs communautaires.
19. La lenteur de la reprise économique, l'exclusion des squatteurs très pauvres des bidonvilles des programmes de protection sociale du gouvernement et le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays justifient la présence du PAM en Indonésie. La nouvelle IPSR permettra de combler le grave déficit vivrier des pauvres en milieu urbain et des PDI, contribuant ainsi à la stabilité et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. La concentration des ressources du PAM dans les zones urbaines permettra un meilleur ciblage et une gestion plus efficace. L'OPSM devrait servir de modèle pour des programmes de protection sociale bien ciblés, basés sur la fourniture de vivres. En démontrant que l'engagement de la société civile, des groupes de bénéficiaires et des ONG



permet d'améliorer le ciblage et rend l'utilisation des ressources plus transparente, le PAM plaidera pour l'inclusion de ces éléments dans le vaste programme OPK du gouvernement. Le programme de nutrition, mis en oeuvre en étroite collaboration avec l'UNICEF, traitera des problèmes de malnutrition parmi les enfants et les femmes et servira de complément à l'OPSM au niveau des ménages. L'OPSM et le programme de nutrition ciblent les mêmes groupes et se complètent mutuellement en couvrant les besoins alimentaires de familles entières.

20. Les conseils et l'appui technique fournis par le PAM au gouvernement aideront celui-ci à améliorer ses capacités de planification préalable et d'intervention en cas d'urgence et contribueront aux politiques de sécurité alimentaire. Ces initiatives aideront en dernier ressort à améliorer l'utilisation des ressources publiques, la sécurité alimentaire parmi les pauvres et à accroître la stabilité. Cette intervention est envisagée pour une période de 18 mois, à partir de juillet 2002. Une assistance ultérieure sera sujette à un examen à mi-parcours.

STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

21. Bon nombre des 1,3 million de personnes déplacées souffrent de pénuries de nourriture et de logements et n'ont pas accès aux services sociaux de base comme l'éducation et la santé. Lorsqu'elles retournent chez elles, elles doivent faire face à d'autres difficultés et à l'insécurité, leurs maisons ayant parfois été détruites et leurs avoirs anéantis. Le PAM fournit une assistance à caractère humanitaire aux PDI et à ceux qui se réinstallent, reconstruisent leurs maisons et cultivent la terre.
22. Les pauvres en milieu urbain touchés par la crise économique ont vu leurs revenus chuter en raison de la précarité de l'emploi, de la hausse des prix et de l'inflation. Leur consommation d'aliments de base a elle aussi diminué. L'apport calorique et la consommation d'aliments protéiques et de micronutriments de base sont désormais inférieurs aux besoins minimaux, avec des conséquences négatives sur la santé et sur la croissance à long terme. Les enfants sont particulièrement touchés.

Le rôle de l'aide alimentaire

23. L'aide alimentaire contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et la stabilité. Dans le cadre de l'OPSM, les denrées alimentaires couvriront les besoins urgents et constitueront un filet de protection temporaire pour les ménages des quartiers pauvres exposés à l'insécurité alimentaire. La fourniture d'aliments de base subventionnés permettra aux ménages pauvres de consacrer une plus grande partie de leurs ressources financières à l'achat d'aliments riches en protéines et en micronutriments, à l'éducation, à la santé et aux articles de première nécessité. Les aliments enrichis distribués dans le cadre du programme de nutrition fourniront un soutien nutritionnel aux enfants en bas âge des familles pauvres. L'assortiment alimentaire est distribué aux personnes déplacées à des fins humanitaires; lorsqu'il s'agit d'aide à la réinstallation, la fourniture de vivres permettra de libérer du temps et des ressources qui aideront les personnes déplacées à rebâtir leurs existences.
24. En accord avec la politique du PAM et dans le cadre de la stratégie d'exécution de l'OPSM-PAM, le projet générera des fonds qui seront utilisés pour les activités de soutien, à savoir: aider les communautés pauvres à construire des ouvrages communautaires et à mettre en valeur les ressources humaines grâce à une formation en matière d'activités



génératrices de revenus; financer les activités logistiques et administratives des ONG pour qu'elles mettent en œuvre le programme OPSM-PAM; acheter du riz supplémentaire et des aliments enrichis Delvita; et appuyer le programme de nutrition. Le détail des mécanismes d'approbation et d'utilisation des fonds sera décrit dans la lettre d'entente qui devra être conclue avec le gouvernement.

25. L'appui consultatif apporté par le PAM au gouvernement et les activités de plaidoyer sont des investissements à long terme dans la capacité du gouvernement à gérer les urgences et à fournir un filet de protection aux pauvres.
26. Puisqu'elle vise les populations ayant un pouvoir d'achat limité, l'aide alimentaire du PAM ne devrait pas avoir d'impact négatif sur les marchés nationaux. L'aide alimentaire ayant représenté moins de 5 pour cent des importations de céréales entre 1998 et 2000, le risque de décourager le commerce ou la production locale est minime.

Les approches de l'intervention

27. L'aide alimentaire du PAM en faveur des citoyens pauvres sera limitée à Jakarta et à ses environs, connus sous le nom de Jabotabek, et à Surabaya, les deux villes les plus grandes de l'île de Java, où se concentrent les citoyens pauvres les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Le PAM identifiera les quartiers les plus pauvres et les installations illégales exclus du programme gouvernemental, en choisissant des ménages individuels sur la base d'enquêtes porte à porte; les critères sont décrits au paragraphe 51. Le revenu des ménages sera revu de façon périodique et les bénéficiaires dont le revenu aura augmenté seront rayés de la liste. Les ONG, en étroite collaboration avec les communautés locales représentées par les comités d'aide alimentaire seront responsables de la sélection des bénéficiaires et de la distribution alimentaire. Il est prévu que 60 à 70 pour cent des membres des comités et la plupart des destinataires des vivres seront des femmes, comme dans le cadre de l'IPSR en cours. Tous les ménages de l'OPSM comprenant des enfants de moins de 2 ans et des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition seront inclus dans le programme de nutrition. Le programme de développement communautaire sera mis en œuvre dans la zone de l'OPSM et du programme de nutrition par les ONG et les communautés, en particulier par les femmes.
28. La fourniture d'une aide alimentaire aux personnes déplacées sera fonction de l'urgence de la situation et de la capacité d'assistance du gouvernement. Le PAM s'occupera en particulier des problèmes de sécurité, de disponibilité des partenaires d'exécution, d'éloignement, de sensibilités religieuses et de capacité des autorités locales à intervenir rapidement. Le PAM donnera la priorité à la réinstallation et renforcera la capacité d'intervention du gouvernement en affectant un expert pour une courte durée.

Évaluation des risques

29. Trois risques majeurs ont été identifiés qui échappent tous à l'influence du PAM. Toutefois, les effets des deux premiers peuvent être atténués comme décrit ci-dessous.
 - **Le conflit en cours pourrait s'aggraver.** Cela provoquerait une augmentation des personnes déplacées. En raison de la capacité limitée du gouvernement à intervenir rapidement en cas d'aggravation du conflit, le PAM devrait prendre en charge plus de bénéficiaires que prévu actuellement. Aussi, le PAM se tiendra-t-il prêt à élargir rapidement les activités de la nouvelle IPSR et à obtenir des ressources additionnelles grâce à une révision du budget ou à une nouvelle opération d'urgence.
 - **Les ressources pourraient diminuer.** L'Indonésie pourrait occuper une place moins importante au plan international une fois que la situation économique et politique sera



stabilisée, ce qui pourrait se traduire par une diminution des ressources. Des initiatives de plaidoyer à différents niveaux et une étroite coordination avec les donateurs devraient pouvoir atténuer ce risque.

- **La réorientation des politiques pourrait créer un environnement défavorable.** Au cours des quatre dernières années, l'Indonésie a connu quatre gouvernements. De nouveaux changements dans le climat politique peuvent survenir de façon rapide et radicale et une brusque réorientation des politiques publiques pourrait créer un environnement défavorable aux opérations du PAM.

Buts et objectifs

30. L'objectif de l'aide du PAM est de contribuer à la stabilité nationale en évitant une détérioration de la situation nutritionnelle et une érosion des avoirs des pauvres. Les objectifs de l'IPSR sont les suivants:
 - combler les déficits vivriers graves des citoyens pauvres exposés à l'insécurité alimentaire à Jabotabek et à Surabaya, des personnes déplacées et des rapatriés non couverts par les programmes du gouvernement;
 - contribuer à réduire la malnutrition parmi les enfants âgés de 6 à 24 mois à Jabotabek et Surabaya;
 - contribuer à la création d'actifs communautaires dans le cadre du programme de développement communautaire et à la mise en valeur des ressources humaines grâce aux activités de formation; et
 - renforcer les capacités d'intervention des institutions gouvernementales et des ONG locales dans les situations d'urgence et améliorer les politiques de sécurité alimentaire et les programmes d'aide alimentaire.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTE

Sélection des activités

31. Les activités du PAM proposées sont le résultat d'une étude de gestion et de consultations approfondies avec les donateurs et le gouvernement. L'aide du PAM soutiendra les populations vulnérables exclues des programmes publics. L'assistance aux PDI vise à compléter les efforts déployés par le gouvernement pour satisfaire les besoins de base des réfugiés et à faciliter leur réinstallation.
32. L'OPSM assistera les citoyens pauvres, occupant illégalement des logements, sans carte d'identité et donc exclus du programme OPK du gouvernement. Les zones ciblées seront sélectionnées grâce à des enquêtes sur les ménages. Tous les enfants de 6 à 24 mois et leurs mères vivant dans les zones urbaines les plus pauvres et dans 40 districts bénéficiant d'une aide de l'UNICEF seront assistés dans le cadre du programme de nutrition.
33. La sélection des activités dans le cadre du programme de développement communautaire se fera en fonction des besoins de la communauté, en particulier des femmes. Écoles, dispensaires et systèmes d'approvisionnement en eau seront parmi les actifs communautaires créés. Des cours de formation pour les activités génératrices de revenu seront organisés selon la demande.
34. Le ciblage sera effectué à partir d'enquêtes sur la pauvreté et d'évaluation de la vulnérabilité. La mise à jour d'indicateurs clés comme l'emploi, les données sur



l'insuffisance pondérale et la prévalence des carences en micronutriments sera effectuée de façon rigoureuse pour améliorer ou ajuster le ciblage.

Les bénéficiaires et l'assortiment alimentaire

35. L'IPSR s'adressera à 2,1 millions de bénéficiaires, dont 55 pour cent de femmes. La ventilation du nombre de bénéficiaires par activité est la suivante: OPSM: 1,5 million; PDI: 300 000; programme de nutrition: 300 000. Quelque 80 pour cent des bénéficiaires de l'aide alimentaire de l'IPSR seront des femmes.
36. Dans le cadre de l'OPSM, et conformément à l'OPK, chaque ménage bénéficiaire (composé en moyenne de cinq membres) aura droit à 20 kilogrammes de riz par mois, distribués chaque semaine à raison de 5 kilogrammes par semaine, à environ la moitié du prix du marché. Les 20 kilogrammes représentent presque 40 pour cent des besoins mensuels d'un ménage en riz et constituent un transfert de revenu mensuel de 20 000 roupies en moyenne, soit 10 pour cent des revenus du ménage.
37. Le programme de nutrition vise les enfants âgés de 6 à 24 mois dans les zones ciblées et les enfants de moins de 5 ans présentant ou risquant de présenter une insuffisance pondérale. Chaque enfant recevra 1 kilogramme de Delvita par mois. Le Delvita est un aliment composé de soja et de malt enrichi en vitamines et en minéraux. La ration journalière de 30 grammes satisfait tous les besoins essentiels en vitamines et en minéraux des enfants en bas âge.
38. La ration de base des PDI sera composée de 400 grammes de riz par personne et par jour. Dans certains cas, les PDI rentrés chez eux recevront 60 grammes supplémentaires de haricots et 30 grammes d'huile par personne et par jour. Les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition auront droit à 30 grammes de Delvita par jour. La plupart des PDI recevront des contributions en espèces à titre de complément de revenu de la part du gouvernement, mais ces paiements pourraient être retardés et irréguliers.

Problématique hommes-femmes

39. Les femmes sont les principaux destinataires directs de l'aide alimentaire du PAM: elles représentent en effet 90 pour cent des destinataires du riz de l'OPSM et 75 pour cent des destinataires parmi les PDI. Les fonds pour le développement communautaire iront aux femmes et aux enfants, qui représentent également l'ensemble des bénéficiaires du programme de nutrition.
40. Au niveau des villages, 70 pour cent des membres des comités d'aide alimentaire seront des femmes. Ces comités auront des pouvoirs décisionnels importants car ils seront chargés d'aider les ONG à identifier et aider les bénéficiaires. Plusieurs ONG sont gérées par des femmes. Le PAM a formé le personnel des ONG et ses homologues gouvernementaux à la problématique hommes-femmes. Les données de suivi ventilées par sexe seront collectées chaque fois que possible. Le Plan d'action pour l'égalité entre hommes et femmes et la lettre d'entente entre le PAM, les ONG et le gouvernement reflèteront les Engagements du PAM en faveur des femmes.

Mécanisme d'approbation des activités

41. L'aide aux PDI sera distribuée en fonction des besoins identifiés par les ONG et vérifiés par le PAM, seul ou en collaboration avec le gouvernement. L'aide fournie dans le cadre de l'OPSM sera basée sur des enquêtes sur des ménages menées par les ONG pour vérifier que les bénéficiaires satisfont aux critères de sélection. Les programmes de développement communautaire seront approuvés après examen par un groupe de travail et un comité



directeur conjoints du PAM et du gouvernement. Les enfants de moins de 2 ans, tous les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition et ceux considérés à risque seront inclus dans le programme de nutrition.

Arrangements institutionnels et sélection des partenaires

42. L'Agence nationale de planification du développement, *Bappenas*, l'organisme central de planification, sera le point de contact du PAM avec le gouvernement. Un comité directeur sera responsable de la coordination, des orientations de politique générale et du versement des contributions du gouvernement à l'IPSR. L'Unité de gestion du projet (UGP) de la *Bappenas* coordonnera les activités de l'IPSR. La *Bappenas* fournira le personnel à l'UGP. Le BULOG, l'organisme national de logistique, sera responsable de la logistique de l'aide alimentaire, y compris la réception, l'entreposage et le transport intérieur des produits fournis par le PAM. Le PAM et le gouvernement sélectionneront ensemble les ONG locales et internationales responsables de l'exécution au niveau communautaire. Le PAM signera une lettre d'entente avec chaque ONG, en spécifiant les obligations de chacune des parties. La *Bappenas* sera témoin de la lettre d'entente. Les ONG identifieront les bénéficiaires, distribueront les ressources, contrôleront l'utilisation des vivres et collecteront les données relatives aux indicateurs d'extrants et d'effets pour en évaluer les résultats.
43. Le Ministère de la santé (*Depkes*) donnera des directives générales concernant le programme de nutrition et aidera à coordonner les activités avec les autorités locales. L'UNICEF renforcera les capacités des partenaires d'exécution à dispenser une éducation nutritionnelle et à contrôler l'impact du programme de nutrition. *Menko Kesra/Bakornas/Depsos* coordonneront les questions relatives aux PDI et fourniront les orientations de politique générale.
44. Environ 20 des 25 ONG qui ont fait la preuve de leur capacité de gérer des opérations en cours seront engagées comme partenaires d'exécution pour l'OPSM et le programme de nutrition.
45. Des consultations à grande échelle ont été organisées avec le gouvernement et les représentants des donateurs sur le futur du PAM en Indonésie. Le PAM rencontre deux fois par mois les donateurs et les ONG pour discuter de l'aide alimentaire et des questions connexes. L'insécurité alimentaire dans les villes et la crise humanitaire à laquelle les PDI doivent faire face, restent les préoccupations de tous les donateurs qui ont instamment demandé au PAM de poursuivre ses opérations et lui ont confirmé leur soutien.
46. L'aide du PAM est planifiée en coordination avec la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF, le HCR, l'OCHA, la FAO, les donateurs bilatéraux et les ONG. Elle contribue à réduire la pauvreté et à régler les conflits, deux des quatre problèmes principaux identifiés dans le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Indonésie.

Principales composantes du programme

Personnes déplacées à l'intérieur du pays

47. Le PAM et le gouvernement ont élaboré une stratégie conjointe et institutionnalisé la coopération entre les ministères et les institutions engagés dans l'assistance aux PDI, y compris le Ministère de coordination de la protection sociale (*Menko Kesra*), le Ministère des affaires sociales (*Depsos*), l'Organisme national de coordination des secours (*Bakornas*) et les gouvernements provinciaux.



48. L'aide alimentaire du PAM sera distribuée aux personnes déplacées en raison de conflits sociaux internes ou de conflits politiques dans les Moluques, à Sulawesi, à Kalimantan, à Java Est, au Timor occidental et dans de nouvelles zones, si nécessaire. Les PDI, dont le nombre change chaque jour, recevront des vivres pendant la durée du déplacement; les rapatriés seront assistés pendant une période allant de trois à 12 mois jusqu'à la récolte suivante. Les vivres pourraient également être utilisés en appui à la réhabilitation des communautés, les distributions gratuites étant alors remplacées par des rations standards au titre d'activités vivres-contre-travail. Le PAM favorisera le rapatriement des réfugiés du Timor oriental en leur donnant des colis de vivres semblables à ceux octroyés aux PDI. Le PAM ne fournira pas d'aide pour le maintien des réfugiés dans les camps, conformément à la politique du HCR.
49. Les ONG locales et internationales seront responsables de la distribution des rations, qui seront stockées dans les entrepôts du BULOG les plus proches (magasins Dolog). Les coûts opérationnels du BULOG, comme le transport entre les îles et l'entreposage dans les magasins Dolog, seront pris en charge par le gouvernement, mais le transport entre les magasins Dolog et les points de distribution et les coûts de manutention et de distribution dans les camps seront financés par la subvention de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM).

Opération de marché à but social

50. Dans le cadre de l'OPSM, environ 300 000 ménages des quartiers les plus pauvres de Jabotabek et de Surabaya auront le droit d'acheter 5 kilogrammes de riz par semaine ou jusqu'à 20 kilogrammes par mois, à un prix subventionné de 1 000 roupies par kilogramme, soit environ la moitié du prix du marché en août 2001. Les ONG locales seront responsables de la sélection des bénéficiaires et de la distribution des vivres. Dans le cadre de l'IPSR 6195.00 en cours, le PAM a signé des accords avec 20 ONG afin de prolonger leur collaboration pour la durée de la nouvelle IPSR.
51. Les ménages seront sélectionnés lors d'enquêtes menées par les ONG avec l'aide des comités d'aide alimentaire représentant les bénéficiaires et les chefs des villages. Les familles pouvant prétendre à recevoir une aide sont celles satisfaisant à l'un des cinq premiers critères ci-après, qui sont les mêmes que ceux définis pour l'OPK:
- ménages vivant en dessous du seuil de la pauvreté, dont le principal soutien a perdu son travail du fait de la politique d'austérité générale;
 - ménages n'ayant pas les moyens leur permettant de consommer au moins deux repas par jour;
 - ménages n'ayant pas les moyens leur permettant de consommer des aliments riches en protéines au moins une fois par semaine;
 - ménages n'ayant pas les moyens de payer les frais de scolarité à l'école primaire;
 - ménages n'ayant pas les moyens de payer les traitements médicaux de base ou les médicaments prescrits; ou
 - ménages ne recevant aucune indemnité dans le cadre de l'OPK, mais satisfaisant à un des critères décrits ci-dessus.
52. Dans le cadre de l'OPSM, la priorité sera donnée aux ménages dirigés par des femmes. Les bénéficiaires recevront des cartes d'alimentation portant les informations relatives au ménage. Outre la sélection des bénéficiaires, les ONG seront responsables du transport du riz des magasins Dolog aux points de distribution, de la vente des rations aux bénéficiaires,



du virement des recettes sur un compte destiné à recevoir les fonds dégagés et de l'établissement des rapports.

Projets de développement communautaire

53. Une petite partie des fonds dégagés dans le cadre de l'OPSM sera utilisée pour le financement de projets de développement communautaire, identifiés et exécutés par les ONG locales en collaboration avec les communautés et les comités d'aide alimentaire, dont 70 pour cent des membres doivent être des femmes. Les projets de développement communautaire seront mis en œuvre essentiellement dans les quartiers pauvres déjà couverts par l'OPSM et le programme de nutrition, qu'ils viendront compléter grâce à la création d'avois communautaires et à un programme de formation aux activités rémunératrices. En s'attaquant simultanément aux besoins des différents membres des ménages — par exemple, les besoins alimentaires à court terme, les besoins nutritionnels spéciaux des femmes et des enfants et le développement à long terme — l'on devrait améliorer notablement la sécurité alimentaire des ménages.
54. Les propositions de projets de développement communautaire doivent satisfaire les critères suivants.
- Les projets doivent être utiles à la communauté bénéficiaire, notamment aux femmes et aux enfants.
 - Les projets doivent être techniquement et économiquement viables.
 - Les coûts administratifs ne doivent pas dépasser 8 pour cent du budget.
 - Les projets doivent avoir un impact de développement sur la population ciblée.
 - Les projets ne doivent pas chevaucher ou reproduire les projets d'autres institutions.
 - La communauté doit couvrir 5 à 10 pour cent des coûts du projet en espèces ou en nature.

Programme de nutrition

55. Le programme de nutrition sera mis en place dans les zones urbaines les plus pauvres de Jabotabek et Surabaya couvertes par l'OPSM et dans 40 districts où l'UNICEF a mis en œuvre son Programme de pays¹. Les programmes de nutrition visent les enfants de moins de 2 ans et leurs mères. Dans les 40 districts, le PAM collaborera avec l'UNICEF qui préfère l'aliment composé Delvita au classique Vitadele, utilisé précédemment. Un mémorandum d'accord qui comprend les détails des accords, des contributions, des rôles et des responsabilités a été signé.
56. Le PAM achètera l'aliment enrichi Delvita produit localement et le livrera aux entrepôts des ONG à Jabotabek et à Surabaya et dans 40 chefs-lieux de sous-district. Dans les 40 districts de l'UNICEF, le programme de nutrition sera mis en place par les infrastructures sanitaires du gouvernement. Les postes de santé de sous-district (*puskesmas*) seront responsables du transport du Delvita des chefs-lieux de district aux centres de santé des villages (*posyandus*). Gérés par des bénévoles dans le cadre de mouvements de protection de la famille semi-gouvernementaux (PKK), les *posyandus* fournissent les services de santé de base comme le suivi de la croissance, l'immunisation, la vaccination et l'apport d'un supplément de vitamine A pour les enfants et la distribution du Delvita. Dans les

¹ Ces districts comprennent quelques unes des provinces à plus forte densité de population, représentant près de la moitié de la population rurale et presque deux tiers des pauvres en milieu rural.



quartiers pauvres des villes, cette tâche sera assumée par les *pondoks*, des centres de nutrition conçus pour la mise en œuvre du programme de nutrition et gérés par les ONG.

57. Le Delvita sera fourni gratuitement dans le cadre de l'OPSM aux enfants des ménages très pauvres souffrant de malnutrition et aux enfants des PDI. Les autres bénéficiaires de l'OPSM et ceux des zones UNICEF paieront des prix nominaux. Les services de santé et de nutrition sont gratuits. Le personnel des ONG spécialisé en nutrition et les bénévoles des PKK donneront des cours de nutrition, effectueront des démonstrations de cuisine et procéderont au contrôle mensuel de la croissance des enfants. Les centres de santé des villages seront équipés de pèse-personnes, de graphiques pour le suivi de la croissance et d'ustensiles pour les repas. Le PAM a déjà préparé des matériels pédagogiques et le programme des cours de nutrition. Il est envisagé de dispenser des cours de formation technique et de gestion au personnel des ONG.
58. Le PAM prendra en charge les coûts des ONG relatifs au programme de nutrition pour un montant de 8 000 roupies par bénéficiaire et par mois. Dans les 40 districts gérés par l'UNICEF, les coûts relatifs au programme des postes de santé de sous-district seront à la charge du budget du district, avec un appoint de l'UNICEF. Une enquête est en cours pour obtenir des données de référence sur la nutrition qui aideront à évaluer l'impact du programme de nutrition.

Activités de plaidoyer et renforcement des capacités

59. Le PAM continuera de militer en faveur des pauvres qui souffrent de la faim et essaiera de faire en sorte que leurs problèmes alimentaires soient pris en compte dans la planification au niveau national. En collaboration avec le gouvernement, la Banque mondiale, la FAO et l'UNICEF, le PAM continuera d'insister sur le rôle de l'aide alimentaire face aux problèmes de la vulnérabilité des ménages, de l'insécurité alimentaire et des stratégies de survie. Il utilisera les méthodes d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) pour identifier les populations à risque et mieux faire connaître leur situation.
60. Le PAM mettra ses connaissances techniques à la disposition du gouvernement pour renforcer ses capacités de planification préalable et d'intervention en cas d'urgence et pour coordonner la logistique alimentaire tant au niveau central que provincial. Les améliorations apportées aux méthodes ACV devraient améliorer le ciblage des ressources alimentaires par le gouvernement et la rentabilité économique de l'aide alimentaire.

Renforcement des capacités

61. Le PAM a organisé des ateliers de formation et mis son expérience à disposition du personnel du gouvernement, des ONG et des communautés pour les aider à renforcer leurs capacités de gestion et de planification de l'aide alimentaire. Des services consultatifs et une assistance technique sont envisagés pour les départements du gouvernement responsables de la planification et de la gestion des urgences. Le PAM coordonne ses activités avec la Banque mondiale, les organismes partenaires des Nations Unies et les donateurs, en facilitant la circulation de l'information relative aux questions de sécurité alimentaire. Ces efforts seront renforcés durant la nouvelle phase du projet.

Services logistiques

62. Le PAM importe du riz blanc à grains longs conforme aux normes nationales, qui prévoient un maximum de 15 pour cent de brisures. Les premières livraisons de céréales devraient avoir lieu aux ports de Jakarta et de Surabaya. Le BULOG sera responsable, pour



le compte du gouvernement, de la logistique concernant les vivres, à savoir le dédouanement, le déchargement rapide, le transport jusqu'aux entrepôts, la gestion de l'entreposage et le contrôle de l'inventaire. Le BULOG mettra à disposition des entrepôts Dolog les plus proches des sites du projet les quantités de riz demandées par le PAM. Les coûts des services comme le dédouanement, le déchargement et le transport jusqu'aux entrepôts Dolog dans les provinces seront à la charge du gouvernement. Le riz importé par le PAM sera intégré aux stocks nationaux. La même quantité et la même qualité de riz seront mises à disposition aux entrepôts de district les plus proches des points de distribution du PAM, à la demande du PAM. Toutefois, pour l'OPSM, le PAM a l'intention d'utiliser dans la mesure du possible son propre riz importé et demandera au BULOG de fournir le riz du PAM aux entrepôts des districts et des sous-districts. Les haricots et l'huile fournis au titre de l'IPSR seront livrés aux partenaires d'exécution. Par ailleurs, le BULOG facilitera l'importation et le dédouanement des produits secondaires. Le PAM et le BULOG concilieront les quantités de produits reçues et délivrées tous les trois mois sur la base des connaissances, des rapports de la société de surveillance maritime, des demandes de produits du PAM et des bordereaux de délivrance des denrées par les entrepôts ou de documents comme les certificats de chargement. Le personnel du PAM se rendra régulièrement aux entrepôts du BULOG pour contrôler la qualité des stocks du PAM et la qualité du riz pour les partenaires d'exécution. Le PAM s'assurera les services d'une agence de surveillance spécialisée pour vérifier la précision des appareils de mesure de l'entrepôt, la qualité des stocks et l'état des produits du PAM.

63. L'aliment composé Delvita sera acheté localement et fourni aux entrepôts des partenaires d'exécution à Jabotebek et à Surabaya et aux chefs-lieux de sous-district des 40 districts de l'UNICEF.
64. Le gouvernement a confirmé son engagement à prendre en charge les coûts de réception, de manutention et de transport intérieur des produits du PAM aux entrepôts du BULOG, et les dépenses de personnel et d'appui à la gestion. Environ 2,5 millions de dollars ont été calculés dans le budget à cette fin pour l'exercice financier 2002 et un montant similaire a été prévu pour 2003. Le PAM couvrira les frais de TTEM pour l'aide alimentaire destinée aux personnes déplacées. Pour rendre la programmation plus simple et pour faire appel aux donateurs, le TTEM sera calculé sur le tonnage livré plutôt que sur les allocations aux PDI. Les coûts d'entreposage et de manutention des produits fournis dans le cadre de l'IPSR se chiffrent à 23 dollars par tonne. Le PAM s'occupera de la gestion et du paiement des subventions aux ONG sur la base d'examen des coûts. Le produit des ventes subventionnées de riz dans le cadre de l'OPSM sera déposé dans un compte séparé administré par le PAM. L'utilisation de ces fonds sera décidée de façon conjointe par le PAM et le Comité directeur, présidé par la *Bappenas*. Une partie de ces fonds sera utilisée pour couvrir les coûts prévus des ONG au titre de l'OPSM (200 roupies par kilogramme) et du programme de nutrition (8 000 roupies par bénéficiaire).

Suivi et évaluation

65. Le bureau de pays a élaboré des directives opérationnelles pour toutes les activités, fournissant des informations détaillées sur les procédures d'exécution; les critères de sélection des bénéficiaires; les critères de sélection des ONG; les rôles et les responsabilités, entre autres, du gouvernement, du PAM et des ONG; les indicateurs de suivi; et les procédures et les plans de présentation pour l'établissement des rapports. Le personnel du PAM consacrerait 60 pour cent de son temps à dispenser une formation en cours d'emploi sur le terrain et à contrôler le personnel des ONG et les homologues gouvernementaux. La plupart des zones du projet seront visitées au moins une fois tous les



six mois. Les ONG dont les performances sont peu satisfaisantes seront contrôlées de près. L'information obtenue durant ces visites facilitera la prise de décision et la planification.

66. Le PAM contrôlera les moyens de subsistance des ménages grâce à des enquêtes financées par le Fonds néerlandais d'amélioration de la qualité, qui feront la démonstration de l'impact des activités du PAM en évaluant les données socio-économiques, les schémas de consommation alimentaire et l'information nutritionnelle et identifieront les changements intervenus dans les schémas d'utilisation et de dépense et dans l'état nutritionnel. Les résultats seront mis en commun et utilisés pour renforcer l'exécution et garantir une plus grande transparence dans l'utilisation des ressources du PAM. Le PAM continuera d'administrer les fonds dégagés.
67. Dans la zone d'exécution du projet, les données de référence socio-économiques et nutritionnelles sont en cours d'élaboration. Des listes de vérification et d'autres formulaires de rapport ont été établis et seront mis à jour selon les besoins. Le personnel du PAM rassemblera les données ventilées par sexe sur les bénéficiaires et d'autres informations liées au projet. Les rapports sur la distribution du riz dans le cadre de l'OPSM seront produits une fois par semaine; les autres activités feront l'objet de rapports mensuels.

Mesures de sécurité

68. Il n'existe pas actuellement de problème de sécurité préoccupant à Jakarta ou Surabaya (Phase I). Toutefois, une situation de violence politique et ethnique grave persiste à Nusa Tenggara Timor, au Timor occidental, dans les Moluques, et à Aceh, Irian Jaya et Kalimantan. Les Nations Unies et les ONG ont évacué à plusieurs reprises le personnel présent à Aceh, dans les Moluques et à Nusa Tenggara Timor. A Kupang/Timor occidental (Phase IV), le PAM conserve seulement une permanence. L'affectation ou les visites du personnel du PAM dans les régions peu sûres devront strictement respecter les politiques des Nations Unies en matière de sécurité. Les niveaux de sécurité sont contrôlés et mis à jour de façon régulière.

Stratégie de retrait

69. Le PAM a examiné les perspectives socio-économiques de l'Indonésie et a préparé une stratégie de retrait pour l'assistance à ce pays. Dans le pire des cas, le redressement de l'Indonésie pourrait être retardé d'une décennie ou plus; les tensions sociales dans les provinces pourraient porter à une augmentation significative du nombre de personnes déplacées. Le gouvernement fait face à des pressions budgétaires si fortes qu'il pourrait ne pas être en mesure de satisfaire aux besoins du nombre croissant de pauvres qui souffrent de la faim. L'aide du PAM serait par conséquent encore nécessaire pendant nombre d'années. Les ressources seront concentrées sur les PDI, les habitants des quartiers pauvres des villes et les victimes des catastrophes.
70. Toutefois, le scénario le plus probable est que le redressement commence ces prochaines années, ce qui devrait réduire considérablement le nombre de ménages exposés à l'insécurité alimentaire. Les conflits ethniques et sociaux diminueront et les ressources du gouvernement ainsi libérées pourront être investies dans des réformes financières et dans l'infrastructure. Dans ce cas, le PAM devra continuer d'apporter une aide à l'Indonésie pendant encore deux ou trois ans, après quoi le gouvernement prendra le relais pour fournir une aide alimentaire aux personnes démunies. La stratégie actuelle du PAM est de poursuivre ses activités pendant 18 mois après juin 2002 et d'assujettir une éventuelle prolongation de l'IPSR à un examen de la situation au début de l'année 2003.



Mécanisme d'intervention d'urgence

71. La *Bappenas* a garanti les fonds de contrepartie pour l'IPSR dans le prochain budget national qui commence en janvier 2002. L'accord entre le PAM et la *Bappenas*, qui garantit les fonds pour la délivrance et le transport par le BULOG d'un volume pouvant aller jusqu'à 20 000 tonnes de riz en cas de crise, sera étendu à la nouvelle opération. Les fonds mis à disposition par le PAM au titre du TTEM garantiront aux ONG de pouvoir livrer le riz des magasins Dolog pour distribution immédiate aux personnes déplacées.
72. Le PAM a mis au point un plan prévisionnel d'intervention d'urgence pour Aceh et a l'intention de préparer des plans similaires pour les autres zones à risque, y compris à Irian Jaya, analysant les besoins en produits alimentaires, en personnel et d'autres formes de soutien. Afin de garantir un déblocage rapide des fonds pour les PDI, le PAM travaillera en étroite collaboration avec le *Bakornas*, le *Depsos*, la *Bappenas*, le BULOG et d'autres parties prenantes pour assurer la couverture rapide des besoins.

BUDGET PROPOSÉ ET APPORTS NÉCESSAIRES

Besoins d'aide alimentaire

73. Des denrées alimentaires nécessaires à l'IPSR sont indiquées dans le tableau ci-dessous:

BESOINS D'AIDE ALIMENTAIRE PAR ACTIVITÉ (en tonnes)				
Activité	Riz ¹	Delvita ²	Haricots	Huile
OPSM-PAM	108 000			
PDI	64 800	540	2 920	1 460
Programme de nutrition		2 700		
Total	172 800	3 240	2 920	1 460

¹ Le riz pourrait être remplacé par du blé dans un rapport d'environ 1 à 2.

² Le Delvita sera acheté avec les fonds dégagés par l'OPSM.

Dotation en personnel

74. Des fonctionnaires internationaux, des consultants et du personnel national recrutés par le PAM assureront la gestion et le suivi de l'IPSR et fourniront des avis au gouvernement concernant l'aide du PAM. Le bureau de pays sera maintenu à Jakarta de même que les bureaux auxiliaires à Surabaya et Kupang et d'autres seront établis selon les besoins.
75. Compte tenu de l'importance qu'il accorde au renforcement des capacités, le PAM fournira des avis techniques au gouvernement dans les domaines des interventions en cas de catastrophe, de la planification des secours et de la logistique de l'aide alimentaire pour les PDI.
76. Les dépenses de personnel du PAM et les coûts d'appui autres que ceux financés au titre du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) (directeur de pays, 2 administrateurs nationaux et 3 employés des services généraux) seront couverts par les coûts d'appui directs (CAD). Les besoins en personnel sont décrits en détail sous la rubrique coûts d'appui directs des annexes.



Articles non alimentaires

77. Différents articles non alimentaires nécessaires à l'OPSM et au programme de nutrition, comme les pèse-personnes et les graphiques de croissance, seront financés grâce aux fonds dégagés dans le cadre de l'OPSM et par l'UNICEF. Les besoins non alimentaires pour les PDI et les réfugiés proviendront de sources externes. Dans le cas d'un accroissement considérable du nombre de PDI, les articles non alimentaires et le soutien logistique feront l'objet d'un appel et pourront être aussi obtenus auprès de l'entrepôt régional du PAM au Cambodge.

Assistance technique

78. Des ressources budgétaires suffisantes ont été allouées pour financer l'assistance technique au projet.

Provision pour imprévus

79. Le budget prévoit des provisions pour d'éventuelles augmentations des dépenses de personnel ou autres.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

80. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR dans les limites du budget figurant en annexe.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Riz	172 800	205	34 905 600
– Haricots	2 920	460	1 343 200
– Huile végétale	1 460	553	807 380
Total produits	177 180	209	37 056 180
Transport extérieur		55,15	9 772 160
Transport terrestre			4 075 140
Total TTEM		23	4 075 140
Autres coûts opérationnels directs			345 500
Total coûts opérationnels directs			51 248 980
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour plus de détails)			
Total coûts d'appui directs			4 916 300
C. Coûts d'appui indirects (7,8%)			
			4 380 892
COÛT TOTAL POUR LE PAM			60 546 172

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier dans le temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



ANNEXE II**COÛTS D'APPUI DIRECTS NÉCESSAIRES (dollars)****Dépenses de personnel**

Fonctionnaires internationaux	2 691 000
Services généraux internationaux	144 000
Fonctionnaires nationaux	202 500
Services généraux nationaux	622 500
Heures supplémentaires	3 000
Incitations (prime de risque)	3 000
Consultants internationaux	90 000
Consultants nationaux	110 000
Volontaires des Nations Unies (VNU)	175 500
Voyage de service du personnel	230 000
Formation et développement du personnel	40 000
Total partiel	4 311 500

Dépenses de bureau et autres dépenses ordinaires

Location des locaux	200 000
Services collectifs (généraux)	10 800
Fournitures de bureau	25 000
Communications et services de technologies de l'information	50 000
Réparation et entretien du matériel	15 000
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	40 000
Frais de représentation	1 500
Autres dépenses de bureau	153 500
Total partiel	495 800

Équipement et autres charges fixes

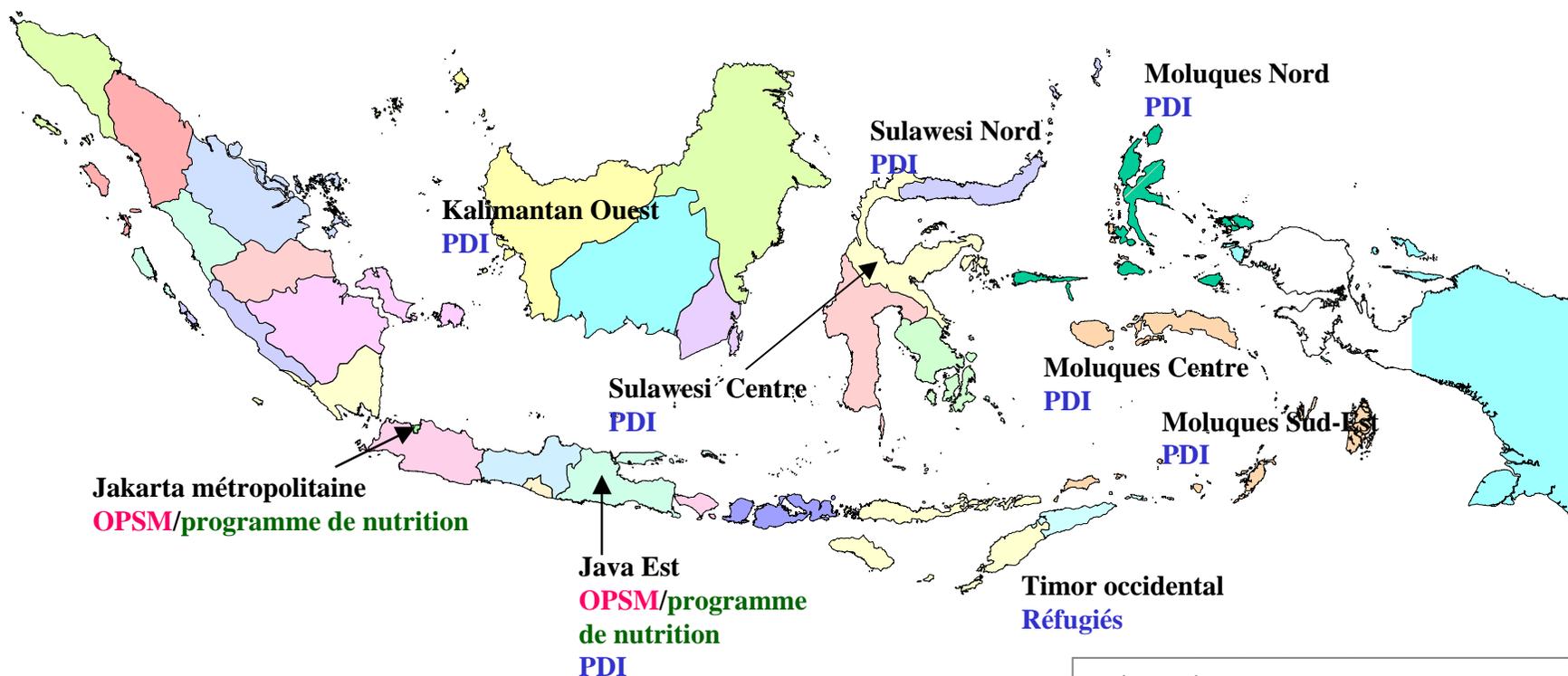
Mobilier, outils et équipement	19 000
Véhicules	72 000
Équipement TC/TI	18 000
Total partiel	109 000

TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 916 300
--	------------------





IPSR 10069.0 du PAM en Indonésie (2002-2003)



Résumé:
PDI et réfugiés: ~300 000
OPSM riz subventionné: ~1 500 000
Programme de nutrition: ~300 000
Total: ~2 100 000

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
<i>Bakornas</i>	Organisme national de coordination des secours
<i>Bappenas</i>	Agence nationale de planification du développement
BULOG	Bureau national de logistique
Delvita	Aliment composé à base de soja, de malt et de minéraux
<i>Depkes</i>	Ministère de la santé
<i>Depsos</i>	Ministère des affaires sociales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
<i>Menko Kesra</i>	Ministère de coordination de la protection sociale
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OPK	<i>Operasi Pasar Khusus</i> (opération spéciale de marché)
OPSM-PAM	<i>Operasi Pasar Swadaya Masyarakat</i> (opération de marché à but social)
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PKK	Mouvements de protection de la famille semi-gouvernementaux
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
<i>Posyandu</i>	Centres de santé de village
<i>Puskesmas</i>	Postes de santé de sous-district
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UGP	Unité de gestion du projet
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

